

Paris, le 18 août 2015



Madame Ségolène ROYAL

Ministre de l'Écologie,  
du Développement durable et de l'Énergie

246 Boulevard Saint-Germain,  
75007 - Paris

N. réf. JH/GC 15234

Madame la Ministre,

En janvier dernier notre organisation a mis au jour, le projet de votre administration de retirer ses agents des CNIR/CRICR dans la plus grande opacité, depuis celle-ci n'a pas fait preuve de beaucoup plus de transparence : ce projet n'ayant même pas été présenté au Comité technique ministériel comme elle s'y était pourtant engagée.

Pour autant, la disparition de Bison futé apparaît être déjà organisée - par asphyxie - comme en témoigne le redéploiement de "légitime précaution" d'agents du ministère vers d'autres emplois comme nous l'observons également chez les policiers et les gendarmes affectés dans ces services.

Le prétexte évoqué au travers des rares informations distillées auprès des médias - la prétendue capacité d'opérateurs dits « concurrents » tels que Google, Waze, Tom-Tom... - n'est pas crédible et agresse le savoir faire de vos agents qui, depuis la naissance de Bison futé, n'ont eu de cesse de développer des technologies et des applications, faisant de ce service non seulement le référent de l'information routière aux usagers et professionnels de la route, mais aussi le coordinateur de cette information et à cet égard l'un des acteurs essentiels de l'action de l'État en matière de sécurité routière.

Ne confondant pour notre part pas « évolution » et « suppression » - qui plus est en cette année de la COP 21 !-, nous ne pouvons admettre que l'intérêt écologique de cet outil, notamment en matière de coordination, puisse vous échapper.

C'est la raison pour laquelle nous vous demandons de bien vouloir nous recevoir afin de vous faire part des risques encourus par ce démantèlement. Il apparaît clairement que vos services n'ont mesuré ni les limites de la privatisation de l'information routière par des opérateurs privés ni ses conséquences en termes de sécurité publique, d'économie et d'écologie à l'échelle de la Nation.

Dans cette attente, nous vous prions d'agréer, Madame la Ministre, l'expression de notre haute considération.

Le Secrétaire général

Jean HEDOU